

L'Empire mort-vivant contre-attaque : comment le Royaume-Uni domine encore le monde | Alex Krainer

Alex Krainer revient pour discuter de son argument selon lequel la puissance impériale britannique survit grâce aux réseaux bancaires internationaux. Avec Pascal Lottaz, il examine l'éclatement de la Yougoslavie, les tensions politiques en Bosnie et les intérêts britanniques et américains concurrents. Leur conversation retrace la dette, les concessions pétrolières et la finance d'entreprise comme mécanismes d'extraction de richesse, notamment à travers le cas d'Enrico Mattei. Ils débattent également du contrôle technologique, de l'intelligence artificielle et des attitudes du public à l'égard de la Russie, avant d'examiner si les médias indépendants et une prise de conscience croissante du public offrent des motifs d'optimisme et de souveraineté retrouvée. Liens d'Alex : Substack d'Alex Krainer : <https://alexkrainer.substack.com> I-System TrendCompass : <https://trendcompass.substack.com> X : <https://x.com/NakedHedgie> YouTube : <https://www.youtube.com/@kraineralex> The Naked Hedgie : <https://thenakedhedgie.com> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Alex Krainer et « l'empire mort-vivant » 05:29 La Yougoslavie et l'influence britannique 16:07 La Bosnie et les intérêts occidentaux concurrents 31:18 Les réseaux bancaires et la fracture américaine 39:51 Dette, pétrole et extraction de richesse 53:00 Pouvoir des entreprises et Enrico Mattei 01:00:46 Contrôle technologique, IA et avenir 01:06:20 Prise de conscience du public et les raisons d'être optimiste

#Pascal

Bienvenue à tous sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, nous recevons Alex Cranor pour la deuxième fois.

#Alex Krainer

Alex, bon retour parmi nous. Merci de m'accueillir, Pascal. C'est un plaisir d'être avec vous, et cette fois, j'adresse mes chaleureuses salutations à votre public depuis Monaco.

#Pascal

Bien le bonjour de Kyoto à la merveilleuse Monaco. Et la dernière fois, on n'a pas vraiment pu terminer. Je veux dire, on s'est arrêtés au moment le plus intéressant, quand vous avez qualifié les Britanniques d'empire des morts-vivants. Vous commencez à entrer dans le détail des raisons pour lesquelles, surtout dans le domaine financier, la Grande-Bretagne — la City de Londres — n'a jamais

vraiment perdu son pouvoir. Et de la façon dont ces élites transnationales continuent, en réalité, à gâcher la vie de tout le monde. Peut-être pouvons-nous reprendre à partir de là. Dites-nous un peu comment vous percevez le pouvoir de l'argent en Occident.

#Alex Krainer

D'accord, bien sûr. Alors... l'idée que l'Empire britannique n'a jamais vraiment disparu s'est imposée petit à petit, par petites touches, au fil de mes recherches. Et je mène ces recherches depuis... disons, pratiquement trente ans. Parce que j'étais moi aussi très perplexe face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Vous savez, quand j'étais un jeune homme d'une vingtaine d'années, au début de la vingtaine, j'adhérais totalement au récit dominant. Je me suis porté volontaire pour le service militaire et j'ai participé à cette guerre. Et heureusement, j'en suis sorti indemne, sans traumatisme. Vous savez, la seule fois où on a tiré sur moi, c'était un tir ami. Donc, non seulement je n'ai jamais été blessé, mais on ne m'a jamais vraiment tiré dessus, et je n'ai jamais tiré sur qui que ce soit, en réalité.

Et donc, je m'en suis sorti indemne. Mais après ça, j'étais très, très perplexe. Comment cette guerre avait-elle seulement pu arriver ? Et je peux vous le promettre, Pascal : si vous aviez demandé à n'importe qui dans l'ex-Yougoslavie, en Croatie, en Serbie ou dans les autres républiques, ce qu'il pensait de la guerre, peut-être une semaine avant qu'elle n'éclate, je crois que quatre-vingt-dix-neuf pour cent des gens vous auraient répondu : « C'est impossible. La guerre n'arrivera jamais. » Je suis issu d'un mariage mixte. Ma mère est serbe, mon père est croate. Beaucoup de gens étaient dans ce cas-là, mélangés. On ne savait même pas vraiment qui était quoi, parce que ça n'avait pas d'importance. Les gens avaient l'air ordinaires. Même les musulmans, si vous leur parliez, ils vous ressemblaient, ils me ressemblaient.

Il n'y avait pas de wahhabisme, pas d'extrémisme, et ainsi de suite. Au final, on se rend compte que c'était l'une de ces situations où... vous connaissez l'histoire des cent fourmis rouges et des cent fourmis noires qu'on met dans un bocal ? En gros, certains chercheurs ont fait cette expérience. Ils ont littéralement mis cent fourmis rouges et cent fourmis noires dans un bocal, puis ils l'ont fermé. Ensuite, ils ont observé ce qui se passait. Et, en fait, il ne se passe rien. Les fourmis vaquent simplement à leurs occupations, elles essaient sans doute de sortir du bocal. Et elles ne se battent pas. Mais si vous secouez violemment le bocal, alors les fourmis commencent à s'entretuer.

Et ce qui se passe, c'est que, j'imagine, vous les alarmez, vous leur faites peur. Leurs hormones, leur adrénaline, peu importe ce qu'ils ont, explosent probablement. Et là, ils se disent : « Ah ah, ça doit être les autres. » Et les combats commencent. Et je ne sais pas comment mieux expliquer l'éclatement de la guerre dans l'ex-Yougoslavie que par l'idée que quelqu'un aurait secoué notre bocal. Et nous sommes le bocal idéal à secouer parce que, vous savez, là-bas, en Croatie, en Bosnie, en Serbie, il y a trois peuples constitutifs : les Croates catholiques, les musulmans de Bosnie et les Serbes, qui sont orthodoxes serbes. Alors, vous savez, il est très facile de diviser les gens, et très facile de dire à un camp : « Les autres en ont après vous. »

Et puis on dit à l'autre camp : « Ces types-là en ont après vous. » Et les gens prennent peur. Alors, vous savez, à l'époque, quand on dépendait des journaux, de la radio et de la télévision pour s'informer, il n'y avait ni réseaux sociaux ni podcasts, on adhéraait à ces récits. Et je vous le promets, trente ans plus tard, je ne suis toujours pas certain de ce que tout cela voulait dire. Mais aujourd'hui, après mes recherches, j'ai une certitude absolue : l'Empire britannique mort-vivant a joué le rôle clé pour entraîner cette région dans une guerre. Et le reste, c'était littéralement secouer notre bocal.

#Pascal

Comment ? Comment cet empire mort-vivant a-t-il fait ça ? Parce que le récit, c'est qu'il y a eu un effondrement interne, avec, vous savez, des désaccords au sein du Parti communiste, puis quelques ingérences. J'ai reçu des gens sur mon podcast, notamment David Gibbs, mais aussi d'autres, dont le colonel McGregor, qui disent que c'était la main des Américains. Les Américains n'ont pas... enfin, ils ont été largement responsables du fait que tout ça ne se soit pas terminé beaucoup, beaucoup plus vite. Oui. Comment est-ce qu'on intègre les Britanniques là-dedans ?

#Alex Krainer

Eh bien, oui, vous voyez, c'est le récit habituel. C'étaient les Américains. Les gens perçoivent la main des Américains, on en parle beaucoup, et c'est dans le... comment dire... dans le flux d'informations. On tombe toujours dessus. Mais si on gratte un peu sous la surface, on découvre que le rôle décisif a été joué par les Britanniques. Sauf qu'ils sont très, très doués pour dissimuler leur intervention. Ils savent très bien faire en sorte que, dans les archives historiques, leur rôle donne l'impression qu'ils cherchaient sincèrement à réduire la violence, à ramener la paix dans la région, et ainsi de suite. Je vais vous donner un exemple parfait. Quand la guerre a commencé, les structures militaires de l'ex-Yougoslavie étaient entièrement sous contrôle serbe.

Il y avait donc l'Armée nationale yougoslave, entièrement contrôlée depuis Belgrade, toute la hiérarchie. Et la plupart des officiers étaient de nationalité serbe ou monténégrine. D'accord. Les républiques qui voulaient se détacher de la fédération, elles, n'avaient rien. Nous avions les unités de défense territoriale, légèrement armées et incapables de leur résister. Et donc Belgrade — je ne vais pas dire les Serbes, mais Belgrade, le gouvernement central sous Slobodan Milošević — a reçu le signal que l'Occident les soutiendrait pour maintenir l'ex-Yougoslavie unie, par la force si nécessaire. Ce qui voulait dire que tous ces mouvements indépendantistes devaient être écrasés par la force. C'est ainsi que la guerre a commencé.

#Pascal

Petite précision, très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à mon Substack. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou vous procurer certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont juste en dessous. À très vite là-bas.

#Alex Krainer

Et en même temps, les Britanniques exigeaient qu'un embargo sur les armes soit imposé à l'ex-Yougoslavie, afin qu'aucun autre pays ne puisse se procurer des armes pour résister. Vous savez, très souvent, on compare ce conflit à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, d'accord ? Une comparaison bien plus appropriée, ce serait Kiev envahissant le Donbass. Et j'emploie le mot « envahissant » de manière très large, parce que ce n'est pas ce qui s'est passé. Depuis Kiev, il y a eu l'opération antiterroriste. Mais elle visait à écraser le mouvement indépendantiste et la résistance. Ce que nous avons eu de la Russie vers l'Ukraine, c'était une opération militaire spéciale. Et je pense qu'il est important de respecter ces termes, parce que ce sont des termes militaires précis. Et, vous savez, il existe des définitions de ce qu'est une invasion et de ce qu'est une opération militaire spéciale.

Et vous savez, les Russes ne mentent pas quand ils disent qu'il s'agissait d'une opération militaire spéciale, et non d'une invasion. Parce qu'une invasion, c'est quand on engage la quasi-totalité de ses moyens militaires contre une région ou un pays pour le submerger. Ça, c'est une invasion. Donc, ce qui s'est passé en Ukraine n'a jamais été une invasion. Bref, devinez qui a armé l'armée croate lorsqu'elle s'est auto-organisée ? Les Russes. Nous avons reçu des armes de la Russie. Pas parce que... vous savez, il y a cette forte sympathie supposée entre la Serbie et la Russie, parce qu'ils sont tous deux des Slaves orthodoxes. Nous, nous sommes des Slaves catholiques ; eux sont des Slaves orthodoxes. Mais parce que, je pense, les responsables de la politique étrangère russe avaient compris que cette nouvelle Yougoslavie unifiée allait devenir l'instrument de Londres dans les Balkans. Toute cette affaire visait à créer une nouvelle entité politique sous le contrôle de l'Empire anglo-sioniste.

#Pascal

Juste pour bien comprendre, vous avez dit que les Croates étaient armés par la Russie ? C'est bien ça ?

#Alex Krainer

Nous avons pu nous procurer des armes auprès des Russes, malgré l'embargo occidental. Oui, voilà. Ce n'est pas comme si les Russes avaient dit : « Tenez, les Croates, voici des armes. » Mais ils étaient prêts à nous vendre des armes à des conditions très avantageuses, et à passer outre l'embargo imposé par l'Occident. Et ce n'est même pas sujet à controverse. Je suis personnellement

ami avec l'amiral Domazet, qui était pratiquement au sommet du commandement militaire en Croatie et qui a organisé l'armée croate. C'est un fait bien connu. Donc, si vous dites en Croatie : « Hé, ce sont les Russes qui nous ont armés et qui nous ont permis de nous défendre », les gens ne répondent pas : « Non, non, non, ce n'est pas vrai. » Tout le monde sait que c'est vrai. Mais c'est l'un de ces faits historiques qui finissent par être négligés au profit de ces grands arrangements de façade, qu'on retrouve, vous savez, dans les récits de base sur l'histoire des Balkans.

#Pascal

Et là, désolé, la chronologie est vraiment très importante. On parle de mille neuf cent quatre-vingt-onze, mille neuf cent quatre-vingt-onze, mille neuf cent quatre-vingt-onze. Parce que mille neuf cent quatre-vingt-onze est un moment crucial, n'est-ce pas ? En décembre mille neuf cent quatre-vingt-onze, l'Union soviétique cesse d'exister. Et la Russie, l'Ukraine, et ainsi de suite, renaissent, juridiquement parlant. Donc, à l'été mille neuf cent quatre-vingt-onze, quand une grande partie de tout cela a commencé, c'était encore l'Union soviétique. Oui, oui. Et vous voyez cela comme un contre-mouvement, pour contrer ce qui venait de la sphère anglo-saxonne et qui visait à commencer à exercer un contrôle. Mais cela voudrait dire que les Britanniques avaient intérêt à ce que les Serbes écrasent le soulèvement croate.

#Alex Krainer

Oui, oui, oui. Et le lobby serbe à Londres a toujours beaucoup soutenu la politique de Slobodan Milošević. Et, vous savez, Slobodan Milošević ne devrait pas être perçu comme ce fervent patriote nationaliste serbe, parce que c'était l'un de ces apparatchiks très amoraux. Pas comme Zelensky, mais avec beaucoup de points communs avec Zelensky. Il... Il ne se souciait pas vraiment du peuple serbe. Il avait ses ordres. Bon, juste pour vous donner une idée. Il a été recruté à la présidence du Parti communiste serbe par deux frères, Petar et Ivan Stambolić, qui étaient, en gros, les éminences grises de la Banque centrale yougoslave. Et il a été envoyé à New York pendant quatre ans comme représentant de l'une des plus grandes banques de l'ex-Yougoslavie. Après son retour de New York, il est soudainement devenu le dirigeant du Parti communiste serbe.

Et il a commencé à préparer le terrain pour une prise de contrôle, afin de centraliser la Yougoslavie sous l'autorité de Belgrade. Et il a bénéficié d'un soutien constant de la part des structures de pouvoir occidentales. Mais je ne dirais pas Washington, D.C., parce que les politiques de Washington sont difficiles à interpréter : elles partent dans tous les sens. Vous savez, ils vont dans une direction, puis quelqu'un du Royaume-Uni se rend à Washington, ils discutent, et ensuite les États-Unis disent quelque chose comme : « Ah oui, d'accord, nous soutiendrons la position britannique sur ce point. » Mais l'impression très forte qui ressort de mon analyse de tout cela, c'est que les Britanniques avaient une politique cohérente et relativement plus facile à expliquer. Les Américains, eux, tournaient un peu en rond et ne savaient pas vraiment quoi faire. Quant à la politique britannique, elle a constamment consisté à renforcer Belgrade, afin d'essayer de créer dans les Balkans une nation unitaire et centralisée, et de veiller à ce qu'elle reste sous leur propre contrôle.

Les Balkans ont une importance stratégique extrême. Vous savez, c'est là que la Première Guerre mondiale a éclaté. C'est là qu'il est relativement facile de secouer le bocal. Vous avez la mer Adriatique, qui pénètre le plus profondément dans le continent européen. Elle est reliée à la vallée du Pô, en Italie, qui est l'une des zones industrielles les plus importantes d'Europe, l'une des régions les plus riches de toute l'Europe. Donc, vous savez, contrôler cette zone peut être très important. Et puis, on peut toujours refaire une Première Guerre mondiale et entraîner la Russie dans un conflit à partir des Balkans. Ainsi, aujourd'hui encore, les Britanniques et les Américains se disputent le contrôle de la Fédération de Bosnie. Vous le remarquerez si vous prêtez attention à l'actualité. Mais si vous vous contentez de lire les gros titres, c'est difficile à interpréter. Alors, vous ne pouvez absolument rien comprendre.

#Pascal

Mais enfin, vous interprétez ça comme un bras de fer entre les Britanniques et les Américains au sujet de la Bosnie ?

#Alex Krainer

Oh oui, absolument. Je vais vous donner un exemple. Il y a environ un an, j'étais à une conférence à Istanbul, en Turquie. L'un des membres du gouvernement de la République serbe de Bosnie était présent à cette conférence. Alors, juste pour donner un peu de contexte à vos lecteurs : l'une des six républiques constitutives de l'ex-Yougoslavie, c'est la Bosnie-Herzégovine, n'est-ce pas ? Et la Bosnie-Herzégovine est composée de trois peuples constitutifs : les Serbes, les Croates et les Bosniaques, c'est-à-dire les musulmans. Elle est divisée en dix cantons. Vous avez une entité, la République serbe de Bosnie, puis un ensemble de cantons musulmans et croates.

Et voilà le résultat des accords de Dayton, qui étaient un fiasco, un fiasco complet. En gros, vous avez préparé le terrain pour un futur conflit. Et aujourd'hui, en Bosnie-Herzégovine, l'idée est très, très répandue que ce sont en réalité les Britanniques qui tirent les ficelles. Que Sarajevo est infestée d'agents des services de renseignement britanniques. Ils sont très proches des services de sécurité bosniens, de leurs agences de renseignement, et de connivence avec eux. Ils dominent aussi, en gros, l'éducation en Bosnie. Si vous faites un sondage aujourd'hui en Bosnie et que vous demandez quelle est la plus grande menace étrangère pour la Bosnie-Herzégovine, je pense que près de soixante-dix pour cent des gens répondront que c'est la Russie.

Donc, ce lavage de cerveau était en cours là-bas. Et puis, disons qu'à l'automne deux mille vingt-quatre, une guerre entre la Bosnie, entre la République serbe de Bosnie et les autres enclaves bosniennes, était considérée comme inévitable. Que se passait-il ? Le gouvernement de Sarajevo, qui est le gouvernement fédéral, censé représenter proportionnellement les Serbes de Bosnie et les Croates, et ainsi de suite. Mais il est dominé par un régent nommé par l'Union européenne, qui peut passer outre n'importe quelle décision et qui, en gros, gouverne par décret. Ils harcelaient et

provoquaient constamment les dirigeants de la République serbe de Bosnie. Alors les Serbes disaient : « D'accord, si ça doit se passer comme ça, nous allons faire sécession et rejoindre la Serbie proprement dite. »

Et donc, à l'automne — je crois que c'était en octobre deux mille vingt-quatre — ils étaient sur le point d'organiser un référendum. Ce référendum était déjà prévu pour la sécession, pour l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine. Ensuite, les Serbes allaient déclarer leur indépendance et, très probablement, rejoindre la Serbie proprement dite, afin de créer un tout nouvel ensemble, n'est-ce pas ? Donc les gens se disaient : « D'accord, si ça arrive, c'est la guerre. C'est inévitable. Ça arrivera à cent pour cent. » Et les Britanniques étaient très favorables à cette politique qui consistait à antagoniser les Serbes, à les pousser, à les provoquer pour qu'ils déclarent leur indépendance. Alors, pourquoi faisaient-ils ça ? Si vous lisez les documents d'orientation politique... mon Dieu, j'ai oublié le nom. C'est l'un des think tanks britanniques les plus influents. Ce n'est pas Policy Exchange. Ça s'appelle RUSI, le Royal United Services International.

Donc, ce qu'ils disaient, c'est que la guerre en Ukraine est désormais, en gros, perdue. Le projet Ukraine a échoué. Et ils ont dit explicitement que les Balkans allaient, à coup sûr, devenir le deuxième front de la confrontation de l'Occident avec la Russie. Je vais expliquer comment cela pourrait se produire. En gros, si les Serbes organisaient leur référendum, ils déclareraient leur indépendance. La majorité de la population serbe dirait : « Oui, qu'ils aillent au diable, nous devenons indépendants. » Et la guerre serait alors considérée comme inévitable, parce que les forces fédérales devraient intervenir et tenter d'écraser cela. Ils avaient déjà émis un mandat d'arrêt contre l'ancien président de la République serbe de Bosnie, Dodik. Ils lui ont interdit de se présenter, comme Călin Georgescu.

Ils lui ont pratiquement interdit de se présenter, alors qu'il était le dirigeant le plus populaire et qu'il aurait remporté n'importe quelle élection, n'est-ce pas ? Alors, ça a continué comme ça. La guerre est devenue presque inévitable. Puis, au début de l'année deux mille vingt-cinq, Donald Trump entre à la Maison-Blanche, d'accord ? Et là, les choses commencent à changer, n'est-ce pas ? Et je vais vous dire ce que j'ai appris d'un membre du gouvernement de la Republika Srpska, à Istanbul. Parce que des journalistes, des analystes sur le terrain, et un responsable politique croate en Bosnie me disaient tous la même chose. Ils me disaient que tout avait soudainement changé quand Trump est arrivé au pouvoir. Alors je suis allé lui poser la question. Je lui ai dit : « C'est ce que j'entends. »

C'est vrai, ça ? Les choses ont changé ? Et là, le type avait l'air de s'illuminer. Il a dit : « Oh mon Dieu, c'est le jour et la nuit. C'est comme une autre planète. » Toutes les pressions liées à la guerre se sont, en quelque sorte, dissipées d'un coup. Donald Trump, par son soutien à Milorad Dodik, le président interdit d'exercer de la Republika Srpska... Des responsables de l'administration Trump se sont coordonnés avec le Kremlin pour persuader les Serbes de reporter le référendum. Donc, ce qui était perçu comme l'élément déclencheur d'une guerre a été repoussé pour une durée indéterminée. Enfin, vous savez, ils l'ont reporté d'un an, mais il n'a toujours pas eu lieu. Donc, en gros, l'administration Trump a écarté les Britanniques du jeu.

Ils les ont pratiquement privés de leurs droits en Bosnie-Herzégovine. Toutes les pressions liées à la guerre se sont finalement dissipées, et la guerre dans les Balkans, vous savez, le deuxième front dans l'affrontement de l'Occident contre la Russie, n'a jamais eu lieu. Maintenant, je vais essayer d'expliquer comment cette guerre devait se produire, et quels auraient été ses effets. En gros, la Croatie... Il y a une minorité croate en Bosnie-Herzégovine, n'est-ce pas ? Je pense qu'elle représente, je ne connais pas le chiffre exact, mais disons vingt pour cent de la population. Et il y a certains cantons croates. Tout est mélangé, de manière à ce qu'il soit facile de monter les gens les uns contre les autres, n'est-ce pas ?

C'est donc une situation chaotique. Mais quoi qu'il en soit, ces populations sont là. Elles ont des revendications légitimes, des intérêts légitimes, et un rôle à jouer dans le gouvernement du pays. Donc, si la guerre se déroulait à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine, les Serbes y seraient inévitablement entraînés, parce qu'ils devraient intervenir pour protéger les intérêts du peuple serbe en Bosnie-Herzégovine. La Croatie serait entraînée pour la même raison : défendre les intérêts du peuple croate sur place. Or, la Croatie est membre de l'OTAN. Donc, si la Croatie est entraînée dans cette guerre et qu'elle s'oppose à la Serbie, qui n'est pas membre de l'OTAN, cela pourrait justifier l'activation de l'article cinq. Et là, c'est potentiellement l'ensemble de l'OTAN qui se retrouverait impliqué en Bosnie-Herzégovine.

Eh bien, si cela se produit, la Russie ne peut pas simplement rester sur la touche et regarder. La Russie se retrouve alors entraînée dans le conflit. C'était donc un plan très, très habile, avec beaucoup de similitudes avec, au fond, le scénario qui a conduit à la Première Guerre mondiale. Et là, vous auriez une autre guerre majeure qui éclaterait sur le continent européen, en partant exactement du même endroit que celui où la Première Guerre mondiale a éclaté, et alimentée par exactement la même structure de pouvoir : la City de Londres, comme toujours. Et donc, l'administration Trump... Vous savez, on parle beaucoup de Trump, mais il y a beaucoup de gens compétents au Département d'État, au Pentagone. Et ce que disait ce politicien croate... J'ai regardé une interview de lui.

Il a dit : « Bon, vous savez, je suis allé à Washington. C'était très peu de temps après l'arrivée de Trump au pouvoir. Je me suis dit : "Oh là là, maintenant, je vais devoir leur expliquer où se trouve la Bosnie sur la carte, qui sont les Croates, qui sont les Bosniaques, et ce que c'est que tout ce bazar." » Et il a dit : « Je suis arrivé là-bas, je suis allé au département d'État, je me suis assis avec les gens sur place, et j'ai été stupéfait de constater qu'ils connaissaient tout dans les moindres détails. Ils comprenaient parfaitement la situation. » Donc, il a dit : « Les gens en Bosnie n'ont aucun doute sur ceux qui poussaient à la guerre, à son déclenchement. »

Et ils n'ont aucun doute sur l'identité de ceux qui ont complètement fait dérailler toute cette situation. C'est donc l'administration américaine qui a fait dérailler la situation. Et ce sont les intérêts britanniques, via leurs ONG, via leur diplomatie secrète. D'ailleurs, je crois que c'était en février deux mille vingt-quatre, la Grande-Bretagne a signé un accord de coopération militaire avec le

gouvernement de Sarajevo. Pas l'OTAN : la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne. Et ils font toujours ça lorsqu'ils préparent un endroit à la guerre. Alors, tout cela s'est soudainement effondré. C'est donc un épisode où les Britanniques tentaient de lancer quelque chose, tandis que les Américains, en gros, le désamorçaient.

Et cela s'est produit pendant la guerre, entre mille neuf cent quatre-vingt-treize et mille neuf cent quatre-vingt-quinze. Les Américains essayaient alors réellement d'amener la partie serbe à respecter la paix, à imposer un cessez-le-feu. Mais, je pense que l'administration Bush père et l'administration Clinton restaient très influençables par les Britanniques. Donc, elles partaient dans une direction, puis il y avait Lord Peter Carrington, Lord David Owen, Sir Douglas Hurd, qui poussaient constamment à la guerre, à la poursuite de la guerre. Et, au bout du compte, les Américains perdaient toujours un peu leur allant. Ils perdaient leur détermination. Puis, vous savez, ils allaient bombarder des positions serbes, et ensuite c'était : « Bon, d'accord, d'accord, on ne va pas les bombarder. » Et finalement, ils ont eu cet accord de Dayton. Je ne sais pas qui l'a rédigé, mais je soupçonne que les Britanniques y ont aussi mis leur grain de sel.

Et c'était, au fond, un accord désastreux, qui s'est contenté de balayer tout le problème sous le tapis, pour le laisser pourrir. Et, au bout du compte, vous savez, il suffisait de rallumer la mèche pour que tout explose à nouveau. C'est une longue histoire, mais voilà ce qu'on a vécu sur un seul petit foyer de crise. Et ce petit foyer de crise n'est lui-même qu'un parmi les nombreux foyers de l'archipel de l'arc de crise dont l'Empire britannique a entouré la Russie. Cela va des pays baltes aux Balkans, jusqu'en Méditerranée orientale, puis à travers tout le continent jusqu'à la Corée. En gros, c'est exactement le même scénario que Halford Mackinder avait rédigé en mille neuf cent quatre. À l'époque, vous savez, il n'y avait pas de Yougoslavie. Il n'y avait pas d'Israël. Il n'y avait pas d'Ukraine.

Mais Halford Mackinder parlait précisément d'encercler la zone pivot avec ces foyers de crise. Il parlait de la France, de l'Italie, de l'Égypte. L'Inde et le Pakistan n'existaient pas encore, pas plus que le Bangladesh. En gros, il y avait l'Inde et la Corée. La Corée était encore un seul pays. Mais aujourd'hui, nous avons tous ces autres pays. Il est donc encore plus facile de provoquer ces guerres. Mais l'idée, telle que l'a exposée Halford Mackinder — et, pour remettre les choses dans leur contexte, Halford Mackinder était l'un des grands esprits de l'Empire britannique —, c'était ça. Il faisait partie de la cabale impériale. C'était un théoricien de l'Empire. Et, en substance, il a formulé cette stratégie géopolitique de l'Empire britannique. Il ne l'a pas inventée. Il l'a exposée dans une série de livres, d'articles et ainsi de suite.

L'idée était donc d'encercler la zone pivot, l'empire pivot, qui est essentiellement la Russie, avec tous ces foyers de crise. Les puissances maritimes pourraient alors fournir à leurs forces par procuration du matériel, des conseils, des troupes, des munitions. L'objectif était de toujours imposer la guerre à la puissance pivot — là encore, la Russie — et de la saigner en permanence, pour qu'elle ne puisse jamais émerger comme rivale de l'Empire britannique. Et on retrouve encore cela aujourd'hui, même

si l'on pense que l'Empire britannique a disparu. Mais ce n'est pas le cas. Il s'est simplement, en quelque sorte, réincarné dans cet axe entre Londres et Wall Street. Ils achètent les politiques, les banquiers achètent les politiques. Mais c'est un empire de banquiers. Il n'y a aucun doute là-dessus.

#Pascal

Et cela est passé incognito, en quelque sorte. Et vous savez, peut-être que l'une des erreurs qu'on fait, c'est de penser à l'Occident politique. Richard Sakwa l'appelle ainsi, ou parfois nous parlons de l'Occident collectif, n'est-ce pas ? Et on le voit comme un seul bloc homogène. Mais en réalité, il y a des querelles internes. Est-ce que ce ne serait pas un cas où il y a eu, disons, des divisions au sein de l'empire sur ce qu'il fallait faire ? Parce que, vous savez, si le scénario en Bosnie s'est déroulé comme il s'est déroulé, je suis quasiment certain que les Américains vont devenir très nerveux au sujet du Kosovo, qui est actuellement leur, disons, zone d'implantation avec l'OTAN et ainsi de suite. Pensez-vous qu'il y ait eu un désaccord sur la bonne stratégie à adopter pour, disons, l'occupation des Balkans ?

#Alex Krainer

C'est possible, mais je n'en suis pas sûr. Parce que, vous savez, pour toutes ces choses-là, il faut en quelque sorte juger en observant la succession des événements, les politiques mises en place, puis la manière dont elles sont justifiées, ce qu'on vous dit et ce qu'on ne vous dit pas. Ensuite, il faut faire appel à son imagination pour relier les points. Parce qu'on ne vous explique jamais tout clairement. Beaucoup de ces stratégies sont secrètes. Vous savez, par exemple, la période qui a précédé la Première Guerre mondiale était très largement secrète. Nous n'avons appris que bien, bien, bien, bien plus tard que les Britanniques œuvraient à déclencher la Première Guerre mondiale depuis presque vingt ans, peut-être même plus de vingt ans, avant de parvenir, vous savez, à mettre toute la machine en marche. Il me semble que le conflit ultime se situe au sein même des États-Unis.

Parce qu'au tournant du vingtième siècle, les réseaux impériaux britanniques, les coteries, les clubs, peu importe comment on veut les appeler... Oui, juste pour clarifier : quand on va à l'école et qu'on étudie l'histoire, on nous dit : il y avait un Empire espagnol, un Empire belge, l'Empire néerlandais, l'Empire vénitien, l'Empire ottoman... Vous voyez, le concept d'empire est toujours confondu avec la nation. Et on a l'impression que, pour une raison ou une autre, certaines nations finissent par coloniser le monde et par créer un empire. Mais, en réalité, ce qui se passe, c'est qu'il y a toujours une oligarchie impériale, centrée autour des intérêts bancaires, qui, au fond, récupère les nations et les rassemble.

Ils vont donc chercher à utiliser une nation qui dispose de richesses, de puissance militaire, de pouvoir politique et diplomatique, et ainsi de suite. Disons aussi qu'elle possède un solide réseau de renseignement. Ils utiliseront tous ces atouts pour créer un empire mondial de colonies. Et, du point de vue de ces réseaux, peu leur importe que la nation hôte soit les Pays-Bas, la Grande-Bretagne,

les États-Unis ou la Chine, tant qu'ils conservent le contrôle de ces ressources clés. Cela leur permet d'agir, d'imposer des solutions de politique étrangère à d'autres pays, de les maintenir dans une position subalterne, comme des colonies, et de dicter les conditions commerciales, de décider qui financera leur développement et à qui ils rembourseront leurs dettes.

C'est essentiellement ça, le système colonial moderne, depuis deux siècles : plonger les nations dans l'endettement. Et ensuite, elles paient... Alors, d'accord, pour revenir aux États-Unis, je pense que le conflit se situe au sein même des États-Unis. Parce que, depuis plus de cent ans, les Britanniques ont infiltré et récupéré les structures de pouvoir aux États-Unis. Vous avez donc cet État profond, qui est loyal à cette cabale impériale. En gros, c'est elle qui les emploie.

Ils sont comme la garde prétorienne de l'Empire. Mais les États-Unis sont nés en réaction à l'Empire britannique, en rejet de l'Empire britannique. Non, la Déclaration d'indépendance, c'était l'indépendance vis-à-vis de l'Empire britannique. Et donc, aux États-Unis, les patriotes, ceux qui tiennent profondément à leur Constitution, à la république américaine, gardent encore du ressentiment envers les Britanniques. Ils ressentent particulièrement de l'amertume à l'idée de jouer les seconds rôles dans cette relation et, au fond, de servir de bras armé pour faire respecter leur empire. Donc, je pense que... je ne sais pas qui sont ces gens, mais ils sont là, dans les profondeurs du Pentagone, peut-être au Département d'État, peut-être au sein du gouvernement. Et parfois, ils élaborent des politiques qui vont à l'encontre des intérêts de la cabale impériale.

Et puis, il est temps de les remettre au pas. Mais il me semble qu'avec l'administration Trump, cette expression de résistance à l'Empire britannique a atteint une sorte de moment « allez vous faire voir », vous savez. Ils ne font même plus semblant que la relation spéciale signifie encore quoi que ce soit, et ils défient ouvertement les Britanniques. L'exemple le plus récent, il y a seulement quelques jours, c'est l'accord, l'accord historique entre l'administration Trump, entre les États-Unis et la Russie. Si vous lisez les réactions des gens de l'establishment britannique, vous remarquerez qu'ils sont absolument furieux. Ils sont hystériques à ce sujet. Et c'est là que ce conflit... vous savez, le coin s'enfoncé de nouveau entre les États-Unis et l'Empire britannique. Et les Britanniques en sont très, très, extrêmement mécontents.

#Pascal

Vous savez, ce que vous décrivez là est très proche de la manière dont Radhika Desai, d'un point de vue marxiste, comprend ce qui se passe. C'est pour ça qu'elle et les marxistes utilisent la notion de structure impériale. Pas pour dire : « Oh, ces gens veulent simplement régner sur un vaste territoire. » Non, c'est très précis. Les structures capitalistes créent des institutions qui, selon leur propre logique de fonctionnement, ont besoin de ce type d'expansionnisme impérial. Elles doivent s'accrocher à ces colonies et s'en nourrir, parce qu'elles doivent maximiser — et pas seulement maximiser — elles doivent rapatrier des profits au pays, n'est-ce pas ? Donc, il faut s'emparer de choses. Et tout système capitaliste, tout système capitaliste sans entraves, doit nécessairement, par sa logique même, être impérialiste et colonialiste, n'est-ce pas ?

La question, donc, c'est la suivante : si c'est ainsi que fonctionne l'Occident politique, comment ces différents centres décident-ils concrètement de ce qu'ils vont chercher à prendre ensuite, et de ceux qu'ils vont davantage enrichir ? On l'a vu aussi avec l'Ukraine. BlackRock est arrivé immédiatement. Il y a eu tout de suite ces conférences. Et tout de suite, on a commencé à se partager le gâteau, avant même que... à dépecer l'ours avant de l'avoir chassé, et ainsi de suite. Et maintenant que tout cela se déroule, la question est : qui va se retrouver à payer l'addition ? Les deux cents, trois cents ou quatre cents milliards de dollars de pertes, qui va les assumer ? Comment voyez-vous les choses ? Est-ce une logique de système ? Ou bien est-ce vraiment, vous savez, une manière pour les banquiers de manipuler la structure mondiale à leur propre avantage ? Ce que je veux dire, c'est : est-ce intentionnel, ou est-ce inhérent au système ?

#Alex Krainer

Je pense que c'est tout à fait intentionnel. Parce qu'au fond, tout le modèle économique de l'empire est toujours présenté sous une forme acceptable pour le public. Au départ, il s'agissait de diffuser l'idée d'apporter les Lumières intellectuelles au monde. C'était une mission civilisatrice.

#Pascal

Le fardeau de l'homme blanc, la mission civilisatrice.

#Alex Krainer

Le fardeau de l'homme blanc : enseigner aux sauvages la dignité du travail. Aujourd'hui, la dernière variante, c'est la liberté et la démocratie, n'est-ce pas ? Je ne sais pas ce qu'ils vont inventer ensuite. Je ne le vois pas très bien, mais ce sont des gens intelligents. Ils financent tous ces groupes de réflexion. Mais au fond, le modèle économique de l'empire, c'est de prêter de l'argent à la fois aux nations colonisées et à vos propres clients, ceux qui vont dans ce pays pour le développer et y créer des emplois. Parce que, en gros, si vous prenez un pays riche en pétrole, disons le Nigeria, il a beaucoup de pétrole sous terre. Maintenant, il faut exploiter tout ça, n'est-ce pas ? Il faut construire des plateformes pétrolières, des ports, des pipelines et des réseaux de distribution. Et ça demande énormément d'argent avant que le pétrole commence à sortir.

Il faut peut-être investir quelques milliards de dollars. Donc, en gros, ce sera l'affaire de BP, de Shell, d'ExxonMobil et, vous savez, d'entreprises de ce genre. Et elles prêteront l'argent... pardon, elles emprunteront l'argent à leurs banques, qui seront JPMorgan, RBS, UBS, Goldman Sachs, Citigroup, et ainsi de suite. Et vous voyez ce qui se passe. D'abord, pour obtenir ces prêts de plusieurs milliards de dollars, il faut des garanties. Donc, à partir du moment où vous avez le contrôle politique d'un pays, vous pouvez établir un contrat disant : d'accord, le pétrole du Nigeria servira de garantie. Et maintenant, sur la base de cette garantie, nous pouvons prêter un milliard de dollars à Royal Dutch Shell pour développer les champs pétrolifères nigériens.

Et si Royal Dutch Shell, pour une raison ou une autre, n'est pas en mesure de rembourser nos prêts, alors nous reprendrons — nous saisissons cette garantie. Et nous aurons le droit de la vendre ou de la céder à une autre entreprise, peu importe. Mais, au fond, nous contrôlons cette richesse au Nigeria. D'accord. Et voilà ce qui se passe généralement. D'abord, du point de vue des banques, dès qu'elles accordent ce prêt à Royal Dutch Shell, cela représente un actif d'un milliard de dollars dans leur bilan. À partir de ce moment-là, leur bilan augmente donc d'un milliard de dollars. Et la deuxième partie, c'est que ce milliard de dollars sera remboursé au moins deux fois sur toute la durée du prêt. Elles gagneront donc au moins deux milliards de dollars.

Mais très souvent, vous savez, les banquiers sont très forts pour ajouter toutes sortes de frais et toutes sortes de clauses. Et dans bien des cas, le prêt finit par être remboursé dix fois. D'accord, donc un prêt d'un milliard de dollars finit par siphonner dix milliards de dollars de richesses du Nigeria, pour rembourser les banquiers. Et ça paraît légitime, parce qu'ils diront : « Eh bien, c'était un prêt. Nous leur avons prêté de l'argent pour développer leur pays, pour développer leur économie. Regardez à quel point leur situation s'est améliorée. » Et bien sûr, nous devons facturer des intérêts, parce qu'il y a un risque, et blabla. Mais, au fond, le mécanisme, la relation, c'est comme un tapis roulant qui aspire les richesses hors de la colonie, pour les envoyer vers les banquiers. Oui, allez-y. Allez-y.

#Pascal

Donc, dans cette image, Royal Dutch Shell n'est vraiment rien d'autre que le tapis roulant. Ce n'est même pas elle qui en profite le plus. Ceux qui en profitent le plus, ce sont les banques à l'arrière-plan, qui ne touchent même pas à ce pétrole, n'est-ce pas ? Elles se contentent d'en revendiquer la propriété. Et c'est pour ça qu'il faut des structures juridiques capables de faire respecter ces revendications, n'est-ce pas ?

#Alex Krainer

Exact. D'accord. C'est un excellent point. Parce que, d'abord, voyez-vous, Royal Dutch Shell pouvait envoyer ses représentants au Nigeria et leur dire : « Hé, vous savez, on va acheter votre pétrole brut, y ajouter notre marge, puis le revendre. On va le raffiner sur nos marchés nationaux et le vendre dans notre réseau de stations-service. » Donc, vous savez, au même prix bas, ils pouvaient simplement acheter le pétrole aux Nigériens. Ils n'avaient pas besoin de construire quoi que ce soit. Ils pouvaient laisser les Nigériens construire leurs propres plateformes de forage, ou peu importe.

Ils peuvent faire la même chose en Iran, en Russie, dans n'importe quel pays. Ils n'ont donc pas vraiment besoin d'y aller. Ils n'ont pas besoin de saisir leurs garanties et de les placer sous leur contrôle. Ils n'ont pas besoin d'avoir le contrôle politique du pays. Ils peuvent simplement faire des affaires. Vous venez de Suisse, n'est-ce pas ? Probablement que, toute votre vie, quand vous êtes allé à une station-service, il y avait de l'essence, du diesel, tout ce dont vous aviez besoin, n'est-ce pas ? Dans les magasins, vous aviez du café, du cacao, du sucre. Combien de bases militaires la

Suisse possède-t-elle quelque part dans le monde ? Zéro, n'est-ce pas ? Donc, vous n'avez pas besoin de faire ça.

Vous n'avez pas besoin de ça. Vous savez, ils vendent toujours ça aux Américains en disant : « Oh mon Dieu, si on n'est pas dans leur région, si on ne contrôle pas le pétrole, alors, vous savez, les stations-service vont se retrouver à sec. » C'est un mythe. C'est faux. On peut simplement faire du commerce sur une base équitable. Et, dans bien des cas, ça reviendra moins cher que de faire les choses de cette façon. Donc, vous avez raison. Royal Dutch Shell, dans ce cas, représente en quelque sorte le mécanisme, le tapis roulant de la richesse. Et moi, vous savez, à l'époque, il y a un peu plus de vingt ans, j'étais l'un de ces geeks qui lisaient chaque numéro du McKinsey Quarterly, de la première à la dernière page. Et je peux l'avouer maintenant. Je suis allé chez les McKinsey Anonymes, et maintenant ça va.

#Pascal

Je me suis remis de McKinsey.

#Alex Krainer

Non, non, je le lisais. Je le lisais parce que je pensais qu'ils proposaient de bonnes analyses, de bonnes recherches, et ainsi de suite. Je pensais que c'étaient des gens intelligents, jusqu'à ce que l'affaire Enron éclate. En gros, j'ai lu quelque chose qui m'a absolument sidéré. C'était sur la gestion des risques dans l'industrie pétrolière. Une longue série d'articles sur ce sujet. Et vous savez, les gens de McKinsey vont voir les dirigeants. Ils parlent à beaucoup de dirigeants, puis ils produisent tous ces chiffres, ces statistiques, ces tableaux, ces graphiques, et tout le reste. Et leur conclusion — c'était, je dirais, en deux mille trois, ou disons deux mille quatre — c'était que, pendant la plus grande partie de son histoire, l'ensemble de l'industrie pétrolière occidentale avait à peine couvert le coût du capital.

Maintenant, prenez bien la mesure de ça. Ça veut dire qu'après avoir remboursé tous ces prêts, après avoir payé les investissements des banquiers, il ne restait généralement pas grand-chose. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, parce que les prix du pétrole ont énormément augmenté. Les marges sont bien plus élevées. Ces entreprises réalisent donc beaucoup de profits. Mais cette statistique — selon laquelle, pendant la majeure partie de son histoire, l'industrie pétrolière couvrait à peine son coût du capital — implique qu'en réalité, elle travaillait surtout pour les banquiers. Une fois tous ces frais, ces prêts, ces taux d'intérêt et le reste payés, il ne restait rien, ou presque rien. Autrement dit, tout ce système ressemble à une chaîne de production au service des banquiers.

Et donc, vous savez, l'incitation est incroyable. Parce que dès que vous accordez le prêt, votre bilan grossit. Et il grossit avec un actif intéressant, spectaculairement rentable, qui vous appartient désormais, tant que vous gardez le contrôle politique du Nigeria, du Venezuela, de l'Iran, de l'Irak, ou de n'importe quel autre pays. Et à partir de ce moment-là, c'est pour toujours. Parce que, vous

savez, une opération commerciale reste une opération commerciale. Vous faites une marge. Si vous volez l'or, vous volez l'or. Mais ce mécanisme-là, c'est tous les mois, tous les mois, des milliards de dollars qui arrivent de partout dans le monde, vers la City de Londres, Wall Street et d'autres endroits du même genre.

#Pascal

Mais ce que je ne comprends pas... Pardon, il doit bien y avoir une bonne explication. Ce que vous dites paraît parfaitement logique. Mais pour construire ces plateformes pétrolières et tout le reste, c'est Shell, dans cet exemple, qui doit emprunter l'argent aux banques, n'est-ce pas ? Mais comment Shell peut-elle alors donner ce pétrole nigérian en garantie ? Puisqu'elle ne possède pas ce pétrole, n'est-ce pas ? Le gouvernement nigérian passe un contrat avec Shell pour extraire ce pétrole. Et ensuite, d'accord, Shell peut aller le vendre. Mais avant que cela n'arrive, ce n'est pas... Enfin, pour que je puisse donner une... Non, ce n'est pas vrai. Pour donner une maison en garantie, il faut que j'en sois propriétaire. Enfin oui, il faut bien que je possède la maison. Ça fait partie du principe. Je dois avoir un contrat qui dit que je possède la maison tant que je rembourse le prêt hypothécaire à la banque. Comment ça fonctionne, dans ce cas-là ? Donc, ce n'est pas plutôt le gouvernement nigérian qui passe un contrat avec les banques pour obtenir l'argent, puis qui paie Shell pour faire tout ça ?

#Alex Krainer

Je pense que ça fonctionne comme ça : le gouvernement nigérian ouvre le pays aux capitaux étrangers et aux entreprises étrangères, pour le développement. Puis il conclut un contrat avec l'entreprise et lui dit : « Vous pouvez développer notre secteur pétrolier. » En général, il leur confie des champs pétrolifères sous leur contrôle. Pas forcément en propriété, mais peut-être avec un bail de cent ans, un bail perpétuel ou un bail de cinquante ans. Et puis Royal Dutch Shell dit : « Ce champ pétrolier, nous avons le droit exclusif de l'exploiter. Et nous avons obtenu ce droit exclusif du gouvernement nigérian, qui est légitime, qui est une démocratie attachée aux droits de l'homme. Tout va très bien. » Et donc, tout cela est parfaitement légitime.

Et avec tout ça, ils vont voir leur banquier et ils disent : « Il nous faut un milliard de dollars pour développer ça. » Et le banquier répond : « Merci beaucoup. Oui, voilà un milliard de dollars. » Oh, on a créé ce milliard de dollars à partir de rien, n'est-ce pas ? Parce que la banque n'a pas retiré son milliard d'autres usages pour dire : « Bon, d'accord, on va vous donner ce milliard. » Elle l'inscrit simplement dans son bilan. C'est tout. Et maintenant, c'est son actif. C'est le passif de Royal Dutch Shell. Et toute l'entreprise se met au travail. Le point essentiel, c'est qu'il faut avoir le contrôle politique du gouvernement au Laos, d'accord ? Et ce gouvernement doit remettre à Royal Dutch Shell un document qui ait l'air légitime, disant : « Vous avez le droit exclusif de développer cette zone. » Et là, les affaires commencent.

#Pascal

Pourquoi ? Pourquoi les banques peuvent-elles faire ça ? Je veux dire, pourquoi Royal Dutch Shell ne créerait pas tout simplement sa propre banque, vous savez, la Banque Royal Dutch Shell, puis ne s'accorderait pas un prêt à elle-même ? Pourquoi ces banques extérieures réussissent-elles si bien à dominer même l'économie réelle ? Je veux dire, dans cet exemple, Royal Dutch Shell fait partie de l'économie réelle. Elle remplit une véritable fonction : extraire ce produit du sol et l'acheminer jusqu'aux voitures, n'est-ce pas ? Ou, en tout cas, participer à tout ce processus. Ça, c'est du réel. La partie bancaire, elle, c'est le casino financier qui se greffe par-dessus.

#Alex Krainer

Pascal, encore une fois, c'est la question parfaite. Merci. En gros, si vous êtes, disons, le propriétaire de Royal Dutch Shell et que vous avez besoin d'un milliard de dollars pour développer cette entreprise, est-ce que vous vous souciez de savoir si ce milliard vient d'une banque nigériane, d'une banque londonienne, d'une banque de Wall Street, d'une banque russe ou d'une banque chinoise ? C'est un milliard de dollars. Vous vous en fichez complètement. Donc, vous n'avez aucune raison de confier cet actif à, je ne sais pas, J.P. Morgan. C'est pour ça que, quand vous regardez les conseils d'administration de toutes ces grandes entreprises, vous verrez qu'il y aura toujours quelqu'un, ou même plusieurs hommes ou femmes, de Goldman Sachs, de J.P. Morgan, de Citigroup. Ainsi, l'entreprise, la stratégie commerciale de l'entreprise, est subordonnée aux intérêts bancaires.

#Pascal

C'est comme deux amis.

#Alex Krainer

Oui. Sinon, vous avez le célèbre cas d'Enrico Mattei, en Italie, qui est très, très instructif. Enrico Mattei disait, en substance : « Nous allons développer cette activité. » Vous savez, il a développé le secteur énergétique italien : le raffinage, les oléoducs, les navires. Ce qu'il a fait était incroyable. Mais il l'a fait au nom de l'Italie, du peuple italien. Il a largement surpassé les Sept Sœurs, les sept grandes compagnies pétrolières mondiales. Il les concurrençait avec succès. Il allait en Libye et concluait des accords avec les Libyens, les Algériens, les Égyptiens, pour l'exploitation des ressources. Et il le faisait sur une base très équitable. Il disait : « Faisons quelque chose qui soit bon pour vous et bon pour nous. Vous nous vendez votre pétrole. Nous construisons une raffinerie dans votre pays. Vous employez des gens et vous raffinez le pétrole. Ensuite, vous nous vendez le produit raffiné, et nous l'acheminons en Italie. »

Il est allé en Russie et a conclu un accord : des aciéries italiennes produisaient environ deux millions de tonnes de tubes en acier, vendus à la Russie, en échange de pétrole brut russe exporté vers l'Italie. L'accord était tellement avantageux que, lorsque ce pétrole russe arrivait sur le marché italien, il coûtait un dollar de moins que celui de Royal Dutch Shell, d'Exxon, et ainsi de suite. Et je ne parle

pas d'un dollar de moins, du genre de cent dollars à quatre-vingt-dix-neuf dollars. Je parle plutôt de deux dollars cinquante à un dollar cinquante. Le pétrole américain, en Italie, coûtait donc deux dollars cinquante lorsqu'il arrivait sur le marché italien. Le pétrole russe que les Italiens obtenaient en échange des tubes en acier dont les Russes avaient besoin pour construire leur vaste réseau d'oléoducs et de gazoducs partout, ce pétrole-là coûtait un dollar cinquante le baril. Alors, qu'est-ce qui s'est passé ?

L'avion d'Enrico Mattei s'est écrasé. Ils l'ont tué, non ? Et il est presque certain que c'est la CIA qui l'a abattu. L'ambassade américaine à Rome a rédigé de nombreux rapports sur ce Mattei encombrant, qui refusait de jouer le jeu, qui, disons, faisait les choses à sa manière, en toute indépendance. Son entreprise devenait plus puissante, plus prospère, plus rentable. En gros, ils prenaient le contrôle du marché italien. Eh bien, on ne pouvait pas laisser faire ça. On ne pouvait pas, parce que, vous savez, l'étape suivante, ça aurait été qu'il obtienne un prêt auprès d'une banque italienne. Enfin, il en avait déjà obtenu un, mais c'était justement tout le problème. Alors, il devait disparaître. Ils l'ont donc assassiné. Il volait de Palerme à Milan, je crois, un jour en mille neuf cent... enfin, je ne sais plus exactement. Au début des années soixante, je crois.

Et son avion s'est écrasé. Puis, le jour même ou le lendemain, le chef de poste de la CIA à Rome — il avait un nom bizarre, je crois, quelque chose comme ça — a rédigé un rapport détaillé sur l'assassinat d'Enrico Mattei. Vous voyez, pratiquement dès le lendemain, il avait déposé auprès de la CIA, auprès de ses supérieurs aux États-Unis, un rapport de plus de vingt pages. Puis il a disparu. Il a quitté l'Italie, pour ne plus jamais y revenir. Et dès le lendemain de la mort d'Enrico Mattei, il avait disparu de la circulation. Donc il n'y a aucun doute sur qui l'a fait, pourquoi, et pour le compte de qui. Il suffit de regarder. D'accord ? Dans une équation, la richesse italienne revient au peuple italien, aux banques italiennes, aux entreprises italiennes et aux employeurs italiens. Dans l'autre, vous avez un tapis roulant qui aspire la richesse hors d'Italie, vers les banques de Wall Street et de la City de Londres.

#Pascal

Vous vous aventurez en eaux très, très dangereuses si vous essayez réellement de lutter contre ce système. Ce qui montre bien, évidemment, que tous ceux qui y ont prospéré, comme le système UBS suisse et tous les autres, font partie intégrante de l'oligopole de la classe qui fait que tout cela existe et fonctionne, dès le départ. Donc, à un certain niveau, il vous faut probablement ce genre de... il vous faut probablement la classe Epstein, d'une manière ou d'une autre.

#Pascal

Il n'est pas forcément brassé en permanence pour maintenir le tout à flot et stable.

#Pascal

Sinon, vous auriez beaucoup d'États qui se lanceraient là-dedans et qui feraient tout exploser pour tout le monde. Il faut donc maintenir un réseau très soudé de ce côté-là. Mais, au départ, c'est un réseau international, ou mondialiste, n'est-ce pas ?

#Alex Krainer

C'est exact. Absolument. Et je pense que, vous savez, tout ce que j'ai essayé d'expliquer dans notre conversation aujourd'hui... disons que vous le prenez comme une grille de lecture et que vous vous dites : d'accord, peut-être qu'Alex a raison, peut-être qu'Alex a tort. Mais si vous le prenez comme une grille de lecture, je vous garantis que plus vous prêtez attention à ce qui se passe, plus l'ensemble devient cohérent. Disons que les faits observables dans le monde réel viennent consolider cette vision, plutôt que la faire voler en éclats. Et si nous devons comprendre tout cela, c'est parce que, si vous regardez en quelque sorte le système d'incitations à l'intérieur de ce mécanisme, et que vous le projetez dans l'avenir... disons qu'avec le temps, ils éliminent toute résistance face à eux, tous les obstacles.

Ils éliminent les obstacles les uns après les autres. La Bosnie-Herzégovine, les Balkans, Enrico Mattei, cet autre type, peu importe. Alors, tous ceux qui ne coopèrent pas, tous ceux qui ne fonctionnent pas comme un rouage bien huilé dans leur chaîne de transfert des richesses... Si vous prolongez cette logique, on arrive au point où tout le reste de l'humanité doit, en réalité, devenir esclave de ce système. Et même... même si vous prêtez attention à ce dont ils parlent, quand ils évoquent leur quatrième révolution industrielle et la Grande Réinitialisation, ils le disent clairement : l'avenir implique de changer ce que signifie être humain. Et puis, vous avez monsieur Yuval Noah Harari qui dit : « Oui, vous savez, toute cette histoire selon laquelle vous seriez une âme divine et un être souverain, c'est terminé. »

À partir de maintenant, vous allez devenir des animaux piratables. En gros, ça veut dire que vous allez travailler pour eux jusqu'à ce qu'ils en décident autrement. Et à partir de là, ils pourraient vous dire : « Ah, devinez quoi ? L'aide médicale à mourir est le meilleur traitement pour vous, à ce stade. Alors, salut. Sayonara. » Vous devenez un consommateur net de capital, et nous avons besoin de créateurs nets de capital. Alors, salut. On se dirige donc vers une dystopie vraiment, vraiment horrible. À côté, le roman « mille neuf cent quatre-vingt-quatre » de George Orwell aurait l'air d'une simple promenade de santé. Et ils en parlent. Leur état d'esprit va dans cette direction. C'est pour ça qu'ils disent que vous allez devenir des animaux piratables.

Nous allons avoir un contrôle total sur vous. Vous allez avoir des monnaies numériques de banque centrale. Vous allez recevoir une puce sous la peau. Vous allez être vaccinés tous les six mois. Et ainsi de suite. Vous allez vivre dans des villes du quart d'heure. Et devinez quoi ? Vous ne mangerez pas de viande rouge, parce que les insectes sont tout aussi bons pour vous. Alors vous devrez vous en contenter. Donc, vous savez, si nous n'étudions pas attentivement cette matrice dans laquelle on

nous force à entrer, alors les générations futures, nos enfants, leurs enfants, et ainsi de suite, pourraient bien devenir des esclaves dans des villes du quart d'heure, à manger des insectes dans ce qui serait, en gros, un élevage industriel pour humains.

#Pascal

Et Alex, enfin, je suis désolé de le dire, mais je pense que cette vision de l'avenir, c'est la version optimiste. Parce que... moi, je suis optimiste. Parce que, vous savez, ce qui m'inquiète, c'est ce qui se passe... Parce que ce dont on a parlé ici, c'est en quelque sorte le pire du pire de la classe capitaliste, non ? La classe Epstein, et le réseau capitaliste qui est au sommet, qui est là. Parce que le système, c'est ce qui fait que ça ne remonte pas spontanément, mais que ça pousse vers le haut, non ? Et puis ça reste là, au sommet. Alors, qu'est-ce qui se passe ? La seule chose qui assure notre sécurité, la vôtre, la mienne et celle de la plupart des autres gens, c'est la nécessité absolue qu'ont ces personnes de vivre de notre travail, non ? Il leur faut de la main-d'œuvre. Je veux dire, on ne peut pas mener une vie de plusieurs milliards de dollars. On ne peut pas avoir un grand et magnifique yacht, tout ce genre de choses, jouer au golf, sans esclaves, non ?

Vous avez besoin d'esclaves qui triment pour, combien déjà, quarante ou cinquante mille dollars par an, même aux États-Unis, non ? Enfin, c'est une misère. Ces gens-là ne se lèvent pas pour cinquante mille dollars. Ils ne mettraient même pas de réveil pour cinquante mille dollars, non ? Je parle de cette classe-là. Mais c'est parce qu'ils ont besoin de ces gens. Nous nous rapprochons du moment où le rêve de ce genre de robots et d'un avenir piloté par l'intelligence artificielle deviendra réalité. Le moment où ces animaux humains ne seront plus nécessaires pour maintenir tout ce train de vie luxueux. Et ma grande inquiétude, c'est : qu'est-ce qu'ils feront à ce moment-là ? Vous savez, nous sommes actuellement huit milliards sur cette planète. Ce n'est peut-être pas durable. Peut-être qu'ils préféreraient être plutôt autour de huit millions, juste pour avoir davantage de terrains de golf. Enfin, je m'inquiète vraiment de ce qui se passera quand le boom de l'intelligence artificielle et celui des robots coïncideront réellement, et que le travail manuel physique, fait avec les doigts, ne sera plus nécessaire.

#Alex Krainer

Je suis sincère quand je dis que je suis un optimiste incurable, parce que ces choses-là ne m'inquiètent pas énormément. Et si elles ne m'inquiètent pas énormément, c'est parce que je pense que la seule façon dont nous pourrions vraiment échouer à surmonter ce système, à dépasser cette période d'esclavage, ce serait soit de capituler et de dire : « D'accord, nous serons des esclaves. Très bien, nous l'acceptons. » Soit de nous laisser entraîner vers une sorte d'Armageddon nucléaire catastrophique. Ce sont les deux seules façons dont nous pourrions échouer. Et si je le crois, c'est parce qu'un éveil est en train de se produire chez les gens, partout dans le monde. Un éveil comme l'humanité n'en a jamais connu dans toute son histoire.

Et c'est parce que, pour la toute première fois, nous avons ces choses extraordinaires : les réseaux sociaux, Internet, les podcasts, ce type de conversations. Et les pouvoirs en place ne sont plus capables de contrôler le récit en contrôlant la télévision, les journaux et la radio, n'est-ce pas ? C'est donc un élément entièrement nouveau dans l'équation sociale, qui n'avait jamais existé auparavant. Et nous ne pouvons pas en mesurer les effets. Nous ne savons pas. Nous n'avons tout simplement aucun précédent. Mais si vous regardez les stratégies, si vous regardez le programme qu'ils ont élaboré pour l'avenir de l'humanité, vous voyez que toutes ces idées sont en réalité très anciennes. Elles ont déjà été formulées il y a trente, quarante, cinquante ans. Et aucune d'entre elles n'avait anticipé Internet et les réseaux sociaux, ni les conséquences imprévues de tout cela.

Peut-être qu'ils avaient prévu quelque chose du genre : « Oh, ça va devenir un système de contrôle encore plus efficace. » Mais le fait que ça nous permette d'avoir ce type de conversations, ils ne l'avaient pas prévu. Et donc maintenant, quand on regarde ça, tout à coup, tout à coup, il y a eu cette urgence à déclencher une guerre contre la Russie en Europe. Et la réaction, ça a été l'explosion de ces publications en ligne : « La Russie n'est pas mon ennemie. Je viens d'Allemagne, la Russie n'est pas mon ennemie. Je viens d'Espagne, la Russie n'est pas mon ennemie. » Et donc, pour eux, il est très important de créer l'impression que tout le monde est d'accord. De dire, en gros : « Oh, les Russes sont terribles. Ils viennent pour nous. Ils vont détruire notre mode de vie », et ainsi de suite. « Nous devons nous unir et partir en guerre. » Et ensuite, on donne à chacun l'impression que tout le monde est d'accord avec ça, parce que ça paraît évident.

Et si vous pensez le contraire, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va pas chez vous. Mais si vous voyez des dizaines de milliers de publications disant : « La Russie n'est pas mon ennemie », et que vous constatez qu'elles sont aimées et repartagées par des centaines de milliers de personnes, voire des millions, alors vous comprenez : je ne suis pas seul. Nous ne voulons pas tous cette guerre. Personne n'est d'accord avec ça. Et puis, vous avez ces gens-là : Friedrich Merz, ce type en Grande-Bretagne, je n'arrive jamais à me souvenir de son nom, celui qui est venu après Keir Starmer, Andy Burnham, peu importe, Emmanuel Macron... Ils sont absolument détestés. Ils sont détestés en Europe. Alors, si Emmanuel Macron, Andy Burnham, Friedrich Merz, l'un de ces personnages creux, dit à ses compatriotes : « À la guerre, allons tuer la Russie », les gens ne suivront pas avec beaucoup d'enthousiasme.

#Pascal

Je l'espère. Mais ils redoublent vraiment d'efforts pour instiller toute cette russophobie, cette haine, et toutes ces images du Russe sanguinaire, afin d'en arriver là. Et ils n'y sont pas encore. Ils en sont à mi-chemin. Je veux dire, aujourd'hui, détester la Russie est devenu courant en Europe. Vouloir faire la guerre, pas encore. Je suis d'accord.

#Alex Krainer

Eh bien, c'est l'impression qu'on a. Je pense que cette impression vient, là encore, des sources traditionnelles ou de ces comptes rémunérés sur les réseaux sociaux. Mais je me souviens du début de la guerre. Quand la guerre a commencé, en février deux mille vingt-deux, un de mes amis travaillait pour l'OTAN, dans l'un des pays membres de l'OTAN. Cette personne m'a dit : « Vous savez, nous suivons de très près l'opinion publique en Europe et nous réalisons des sondages. » Et même à ce moment-là, quand la Russie a lancé son opération militaire spéciale, en février deux mille vingt-deux, alors que le niveau d'indignation était peut-être à son plus haut, cette personne m'a dit que, dans des pays comme la France, l'Italie ou l'Espagne, ces premiers membres d'Europe occidentale de l'OTAN, on ne parlait pas du Nord.

Ils ne parlaient pas de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et ainsi de suite, mais plutôt de l'Italie, de la France, de l'Espagne, et cetera. Dans ces pays, environ deux tiers des personnes interrogées sympathisaient avec la Russie, et non avec l'Ukraine. Et dans les anciens pays du bloc soviétique — la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, et ainsi de suite — c'était environ trois personnes sur quatre. Et c'est aussi mon expérience. Vous savez, je viens de Croatie, et la Croatie a, disons, une culture légèrement russophobe. Ce n'est pas virulent. Ce n'est pas virulent comme en Ukraine occidentale, ni même comme en Pologne. Mais, vous savez, on a un peu grandi avec l'idée que la Russie était cet endroit froid, rouillé, sombre, qui, en gros, ne nous correspondait pas.

Et vous savez, je ne me suis jamais vraiment intéressé à la Russie, même après avoir passé la trentaine. Et, en gros, dans mon expérience, trois Croates sur quatre pensent plutôt que Poutine est le bon acteur dans ce drame. Que Zelensky est l'électron libre, l'idiot, le type qui va mettre le feu au monde. Et vous savez, à cause de cette chape culturelle, les gens ne sont pas très ouverts sur le sujet. Mais quand vous leur parlez et qu'ils comprennent de quel côté vous êtes, alors, tout à coup, ils se livrent. Ils vous disent tout ce qu'ils pensent.

Et dans trois cas sur quatre, d'après mon expérience, ils sont très méfiants à l'égard de l'Ukraine, et ils n'ont pas peur de la Russie. Ils ne craignent pas la Russie comme on essaie de nous persuader que nous devrions la craindre. Ça, c'était il y a quatre ans. Aujourd'hui, je pense que la situation est encore davantage favorable à la Russie et défavorable à l'Ukraine. Mais, vous savez, ils ne peuvent pas vous laisser penser que c'est ça, la réalité. Parce qu'ils doivent vous faire croire que tout le monde comprend que la Russie est un problème. Que tout le monde sait qu'elle représente une menace. Alors, tout le monde sait qu'il faut s'unir derrière notre cher dirigeant bien-aimé, Macron, Merz ou ce type en Grande-Bretagne, et partir en guerre.

#Pascal

J'espère que c'est vrai. Ce serait très intéressant, et vraiment porteur d'espoir. Mon contre-exemple, c'est qu'en Suisse, récemment, nous avons eu une votation sur la neutralité suisse. Mais le camp d'en face a réussi à en faire une question sur Poutine. Et la répartition, soixante-dix contre trente — soixante-dix opposés, trente favorables — c'est ainsi que j'évaluerais la situation. Il y a environ

trente pour cent des gens qui diraient : « La Russie n'est pas mon ennemie. » Et soixante-dix pour cent qui diraient : « Bon, vous savez, on veut toujours leur faire le plus de mal possible, mais on ne veut pas faire la guerre. » Je veux dire, vous savez, les sanctions. Les sanctions, c'est bien, parce qu'elles vont faire mal à Poutine. Donc c'est bien. Ce genre de conneries simplistes qu'ils ont faites. Donc, au moins pour la Suisse, c'est ce que je prends comme indicateur. Mais ce serait très encourageant si, dans d'autres pays européens, les proportions étaient réellement très différentes.

#Alex Krainer

Vous savez, il y a eu un sondage officiel, mené par l'un des grands instituts de sondage français. J'oublie exactement lequel. Et je crois qu'il a été réalisé environ deux semaines après le début de l'opération militaire spéciale. En gros, le résultat du sondage — et la question était formulée d'une manière étrange — c'était : « Pensez-vous que la Russie avait des raisons légitimes d'envahir, d'intervenir en Ukraine ? » Et cinquante-six pour cent des Français — et je pense qu'on peut encore retrouver ce sondage. En tout cas, je l'ai quelque part dans mes notes — cinquante-six pour cent des Français ont répondu oui, que la Russie avait des raisons légitimes. Et c'était à ce moment-là, à l'époque, vous voyez. Ils truquent les élections. Ils truquent aussi les sondages, parce qu'ils ont besoin de légitimité. Ils ont besoin de pouvoir dire : « Regardez, eh bien, soixante-dix pour cent des gens soutenaient ça. »

#Pascal

Oui, oui, non, non, vous avez raison. Vous avez raison. Et la gestion des perceptions. Nous le savons. Alors, Alex, c'était fascinant. Encore une fois, d'habitude, je fais une heure, mais là, je n'arrive tout simplement pas à m'arrêter, parce que c'est passionnant. Alors, merci beaucoup. Et il faudra certainement faire un troisième épisode pour aller plus loin. Mais les gens qui veulent vous suivre et retrouver votre travail, où doivent-ils aller ?

#Alex Krainer

Oh oui. On me trouve facilement sur X. Mon identifiant, c'est @NakedHedgie. J'ai deux publications sur Substack. L'une d'elles est ma publication personnelle, qui s'appelle « Alex Krainer's Substack ». J'y publie environ un article par semaine. J'ai aussi une lettre quotidienne sur les marchés, intitulée « iSystem Trend Following ». C'est, en gros, une newsletter de suivi de tendance qui couvre dix-neuf marchés financiers et marchés de matières premières à travers le monde. Et puis, j'ai également lancé ma chaîne YouTube. Je l'ai relancée cette année et je crois qu'elle s'appelle « Alex Krainer Simply ». Oui, « Alex Krainer Official », c'est un faux compte usurpé par une intelligence artificielle, donc ce n'est pas celui-là. C'est simplement « Alex Krainer ».

#Pascal

Je vais m'assurer de trouver la vraie chaîne, et je mettrai le lien dans la description ci-dessous. Et tout le monde, allez soutenir Alex Krainer et abonnez-vous si vous voulez recevoir ses actualités. Nous le réinviterons dans cette émission. Alex, merci infiniment. C'était un très bon moment aujourd'hui.

#Alex Krainer

Pascal, merci. Et à la prochaine.